

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société AFFIMET REGEAL
Commune de Compiègne**

LE PRÉFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.181-1, L.181-3, L.181-14, L.181-18, L.181-23, R.181-45, R.181-46, R.122-2 et R.512-31 ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du Code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du même Code ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 août 2023 portant autorisation environnementale de la société AFFIMET REGEAL pour l'exploitation de son établissement situé avenue du Vermandois à Compiègne ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires subséquents, notamment ceux des 1^{er} juin 2023 et 15 novembre 2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise ;

Vu le porter à connaissance transmis par la société AFFIMET REGEAL le 8 janvier 2026 relatif à la mise en place d'une ligne de tri manuelle des matériaux issus d'emballages ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 14 janvier 2026 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. la société AFFIMET REGEAL est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Compiègne une installation de fusion et de recyclage d'aluminium relevant notamment des rubriques n° 3250, n° 2515, n° 2713 et n° 2718 de la nomenclature des installations classées ;
2. l'exploitant a porté à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, un projet de mise en place d'une ligne de tri

- manuelle des matériaux issus d'emballages, destinée à améliorer la qualité des flux de déchets avant leur introduction dans les procédés existants ;
3. ce projet s'inscrit dans le périmètre foncier et bâti existant du site, sans création de nouveaux bâtiments ni extension des surfaces imperméabilisées ;
 4. la nature des déchets admis, les tonnages annuels autorisés et les rubriques de classement de l'établissement ne sont pas modifiés par le projet ;
 5. la modification projetée entraîne toutefois une évolution des conditions d'exploitation, caractérisée notamment par la création d'une activité de tri manuel, l'augmentation de la puissance électrique installée et l'organisation d'un fonctionnement spécifique en horaires étendus ;
 6. cette modification, sans présenter un caractère substantiel au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, constitue une modification notable au sens de l'article R. 122-2, justifiant l'édition de prescriptions complémentaires afin de prévenir et limiter les nuisances et risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;
 7. il y a lieu, dans ces conditions, d'encadrer cette nouvelle activité par des prescriptions complémentaires, notamment en matière de bruit, de gestion des déchets issus du tri, de prévention des envols et de maîtrise du risque incendie.

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

Le présent arrêté fixe des prescriptions complémentaires applicables à la société AFFIMET REGEAL pour l'exploitation de son établissement situé avenue du Vermandois à Compiègne, à la suite de la mise en place d'une ligne de tri manuelle des matériaux issus d'emballages.

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 8 août 2023 et des arrêtés préfectoraux complémentaires antérieurs demeurent inchangées.

Article 2 – Description et périmètre de l'activité de tri

La ligne de tri manuelle est strictement limitée au tri des matériaux issus d'emballages (MIE) dont la réception est autorisée sur le site au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

La capacité maximale de traitement de la ligne de tri est limitée à 3 tonnes par heure.

Toute modification susceptible d'affecter la nature des déchets triés, la capacité de traitement ou l'organisation générale de l'installation est soumise à une information préalable du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

Article 3 – Conditions de fonctionnement

L'exploitation de la ligne de tri manuelle est autorisée exclusivement dans les plages horaires suivantes :

- du lundi au vendredi, de 6 h 00 à 22 h 00.

Toute extension ou modification de ces plages horaires est subordonnée à une autorisation préfectorale préalable.

Article 4 – Prévention des envois et propreté

Les opérations de tri sont réalisées exclusivement sous bâtiment couvert.

Les convoyeurs, trémies et équipements associés sont conçus, exploités et entretenus de manière à prévenir et limiter la dispersion de déchets et de poussières à l'intérieur et à l'extérieur du site.

Les zones de travail et leurs abords immédiats font l'objet d'un entretien régulier et d'un nettoyage quotidien.

Toute accumulation anormale de déchets ou de résidus est interdite.

Article 5 – Gestion des déchets issus du tri

Les déchets issus des opérations de tri, et notamment les refus de tri, comprenant les fractions ferreuses, inertes et les déchets banals non valorisables, sont :

- collectés dans des contenants identifiés, adaptés et étanches ;
- stockés temporairement dans des conditions prévenant toute nuisance, notamment olfactive, visuelle ou environnementale ;
- évacués vers des installations dûment autorisées au titre de la réglementation applicable.

L'exploitant tient à jour un registre de suivi des quantités de déchets triés et évacués, mis à jour annuellement et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6 – Bruit

Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait réaliser, par un organisme compétent, une étude acoustique du site en situation représentative de fonctionnement intégrant la ligne de tri manuelle des matériaux issus d'emballages.

Cette étude vise à :

- caractériser les niveaux sonores ambiants générés par l'établissement ;
- vérifier le respect des valeurs limites réglementaires et des émergences sonores définies par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées ;
- apprécier l'impact acoustique aux limites de propriété et aux zones à émergence réglementée les plus proches.

Le rapport d'étude est transmis à l'inspection des installations classées dès sa finalisation.

En cas de dépassement des seuils réglementaires constaté, l'exploitant propose et met en œuvre, dans des délais compatibles avec la protection des riverains, les mesures correctives nécessaires afin de rétablir la conformité de l'installation. Ces mesures font l'objet, le cas échéant, de prescriptions complémentaires.

Article 7 – Prévention du risque incendie

Les équipements de tri, convoyeurs, compacteurs et installations annexes font l'objet d'un plan de nettoyage et de maintenance préventive formalisé, régulièrement mis à jour.

Des moyens de première intervention contre l'incendie, adaptés à la nature et aux volumes des déchets manipulés, sont implantés à proximité immédiate de la ligne de tri et maintenus en état de fonctionnement.

Tout travail par point chaud au sein ou à proximité de l'installation est soumis à la délivrance préalable d'un permis feu, conformément aux procédures internes de l'exploitant.

Article 8 – Mise en service

La mise en service effective de la ligne de tri manuelle est notifiée sans délai à l'inspection des installations classées.

Article 9 – Sanctions

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté expose l'exploitant aux sanctions prévues par le Code de l'environnement.

Article 10 - Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 11 - Publicité

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Compiègne pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Compiègne fait connaître, par procès-verbal adressé au Préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site Internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classées/Par-arrêtés>.

Article 12 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Compiègne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Haut-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Beauvais, le 12 FEV. 2026

pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société AFFIMET REGEAL

Le Sous-préfet de Compiègne

Le Maire de Compiègne

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'Inspecteur de l'environnement s/c du Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

